

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 16/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DMV France SAS**

ROUTE DE SEMUR

BP 10

21500 Montbard

Références : 2025-200  
Code AIOT : 0005401359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement DMV France SAS implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coordonnée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockage des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par

sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir les risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DMV France SAS
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société DMV FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable, sur un site créé en 1895. Elle emploie environ 300 personnes sur le site. L'installation jouxte celle de Framatome et de VALTI (anciennement VALLOUREC), historiquement ces 3 installations n'en faisaient qu'une, c'était VALLOUREC.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	15 jours
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	15 jours
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	1 mois
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 06/06/2006, article 6	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant ne respectait pas les prescriptions en matière de rétention, et plus particulièrement le fait que celles-ci ne devaient pas être associées à des produits incompatibles.

L'inspection a constaté que les éléments d'information concernant les produits disponibles dans les fiches de données et de sécurité (FDS) ou par l'apposition des marquages de danger, n'étaient soit pas disponibles pour certains travailleurs, soit pas pris en compte notamment pour s'assurer des conditions de stockage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Article 49 - État des matières stockées.</b>  "Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  [...]  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le document « DMV-F : État du stock Produits Chimiques, le 02/04/2025 ». Celui-ci liste les produits présents sur le site, en position de stockage ou en cours d'utilisation (exemple bain de traitement), en précisant entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sa désignation ;</li> <li>• son stock actuel ;</li> <li>• sa localisation ;</li> <li>• son code du pictogramme de danger (règlement CLP*) ;</li> </ul>

- son code de la mention de danger (règlement CLP\* ) du produit.

Le document comprend également un plan permettant de localiser les différentes zones de stockage, ainsi qu'un tableau reprenant les codes des pictogrammes et des mentions de danger avec leur définition.

Pour la suite de la visite, l'inspection a choisi de contrôler, entre autres, le respect des prescriptions pour les produits suivants :

- Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol ;
- Lessive de soude à 30,5 % ;
- DF 1 (6 % HF et 6 % H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>).

\*Règlement CLP : nom donné au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Article 49 - État des matières stockées.**

« [...] »

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)**

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations)**

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué à l'inspection que les Fiches de Données et de Sécurité (FDS) étaient disponibles sur le réseau informatique dans leur version complète uniquement pour toutes personnes ayant un accès à celui-ci.

L'exploitant a informé l'inspection que l'information des personnels vis-à-vis des substances n'ayant pas accès à l'outil informatique était réalisée au travers de « Consigne de travail en sécurité ».

L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les fiches de données et de sécurité (FDS) du « Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol », la « Lessive de soude à 30,5 % » et le « DF 1 (6 % HF et 6 % H2S04) » mentionnées sur l'état des matières stockées.

Pour le « Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol » la première FDS présentée était en date de 2013, puis l'exploitant après une recherche sur internet a présenté une FDS de 2017. Enfin, après avoir contacté le service achat, a présenté la fiche mentionnant en nom commercial : « ARDROX 9VF2, aérosol ». C'est la version 2.0, elle a été mise à jour le 17 juin 2021.

Pour la « Lessive de soude à 30,5 % », la FDS présentée par l'exploitant mentionne en nom commercial : « lessive de soude (15/20/30,5/50) - soude liquide bricolage ». Elle mentionne une révision le 14 février 2025.

Or, après une recherche, il apparaît qu'il existe pour le même nom commercial et pour le même fournisseur une FDS version 9 révisée le 14 février 2025

Pour le bain « DF 1 (6 % HF et 6 % H2S04) », la FDS présentée par l'exploitant mentionne en nom commercial : « Bains DF1/DF2/DFP ». C'est la version 2.0, elle a été mise à jour le 29 juin 2015.

**OBSERVATION :**

L'exploitant doit prendre les mesures organisationnelles afin que la dernière version de la FDS des produits présents sur le site soit facilement accessible.

**OBSERVATION :**

L'exploitant demandera à ses fournisseurs les dernières versions des FDS, en français, des produits présents sur son site.

Il s'assura également de vérifier si sa FDS « Bains DF1/DF2/DFP » ne nécessite pas d'être actualisée, notamment au vu des évolutions de la réglementation CLP depuis 2015.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que les « Consignes de travail en sécurité » mentionnent uniquement les éléments de protection incendie, les pictogrammes des équipements de protection individuels et les pictogrammes des équipements de protection collectifs.

**NON-CONFORMITÉ :**

Les éléments présents sur la consigne de travail en sécurité ne permettent pas de répondre à l'article 35 du Règlement (CE) no 1907/2006 REACH. En effet, le document ne permet pas aux travailleurs, entre autres, de connaître l'ensemble des dangers de la substance, les conseils de manipulation et de stockage, les mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle, la stabilité et la réactivité du produit...

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre les mesures organisationnelles afin que les dernières versions des FDS des produits présents sur le site soit facilement accessible aux travailleurs (notamment celle du Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol, de la Lessive de soude et des Bains DF1/DF2/DFP.</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives permettant de répondre à l'article 35 du règlement (CE) no 1907/2006 REACH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</b></p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;</li> <li>2) identification des dangers ;</li> <li>3) composition/informations sur les composants ;</li> <li>4) premiers secours ;</li> <li>5) mesures de lutte contre l'incendie ;</li> <li>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;</li> <li>7) manipulation et stockage ;</li> <li>8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;</li> <li>9) propriétés physiques et chimiques ;</li> <li>10) stabilité et réactivité ;</li> <li>11) informations toxicologiques ;</li> <li>12) informations écologiques ;</li> <li>13) considérations relatives à l'élimination ;</li> <li>14) informations relatives au transport ;</li> <li>15) informations relatives à la réglementation ;</li> <li>16) autres informations.</li> </ol> <p><b>Arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 3260) - Article 11</b></p> <p>« Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. »</p> <p><b>Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage).</b></p> <p>« Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les fiches de données et de sécurité des produits « Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol » et « Lessive de soude à 30,5 % », mis à disposition par l'exploitant,</p>

présentaient l'ensemble des rubriques prescrites à l'article 3.6 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH.

#### **OBSERVATION**

La FDS « Bains DF1/DF2/DFP », présente l'ensemble des rubriques prescrites à l'article 3.6 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH, mais seules les 3 premières sections sont renseignées. L'inspection invite l'exploitant à compléter la FDS afin que les utilisateurs des substances aient à disposition l'ensemble des informations concernant les bains de traitement et non seulement la nature et les risques des substances.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'étiquetage sur les emballages contenant les bombes aérosols ARDOX 9VF9 comportait l'ensemble des informations prescrites par l'article 17 du règlement n° 1272/2008 - CLP.

La « soude » étant livrée en vrac par camion, le règlement n° 1272/2008 - CLP ne s'applique pas au fournisseur en application de son article 1.6.

#### **OBSERVATION**

Cependant, lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le pictogramme de danger présent sur le réservoir contenant de la « soude » correspondait au pictogramme applicable avant le règlement CLP.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'inspection a constaté l'absence des symboles de danger mentionnés sur la FDS « Bains DF1/DF2/DFP » au droit des cuves de traitement.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### **N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47</b> « [...] » L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. [...] » <b>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</b> 5.1 mesures de lutte contre l'incendie;
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence d'équipement de protection incendie (extincteur CO2) à proximité des emplacements où les produits « Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol » et « Lessive de soude à 30,5 % » sont présents.



L'inspection a constaté la présence d'un extincteur CO2 à proximité des bains de traitement.

**OBSERVATION**

L'exploitant s'assurera que ce moyen d'extinction est adapté en cas d'incendie aux droits des bains. En effet, l'absence d'observation dans la rubrique « Mesures de lutte contre l'incendie » dans la FDS « Bains DF1/DF2/DFP » n'a pas permis à l'inspection de s'en assurer, la FDS complétée doit donc être fournie.

**NON-CONFORMITÉ :**

La consigne de travail en sécurité, concernant le dépotage de l'acide sulfurique, mentionne en moyen de protection incendie « R-I-A (Réseau Incendie Armé) ». Or l'acide sulfurique réagit exothermiquement avec l'eau et les jets d'eau à grand débit sont inappropriés comme moyen d'extinction.

L'exploitant doit reprendre les consignes de travail, afin que celles-ci ne puissent pas être, par leur application, génératrices de sur-accident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits incompatibles

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47**

« [...] »

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

[...] »

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)**

7.1.1 : recommandations de manipulation

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

**Constats :**

L'inspection n'a pas constaté sur les zones de stockage d'élément en contradiction avec les informations présentes au chapitre 7 des FDS pour le Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol et la lessive de soude à 30,5 % ;

**OBSERVATION**

L'exploitant s'assurera que les moyens de stockage et de manipulation sont adaptés pour les bains. En effet, l'absence d'observation dans la rubrique « Manipulation et stockage » dans la FDS « Bains DF1/DF2/DFP » n'a pas permis à l'inspection de s'en assurer.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2006, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Arrêté ministériel du 6 juin 2006 - article 6</b> « Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. [...] Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...] <b>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles</b> Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que le « Pénétrant ARDROX 9VF2 en aérosol » était stocké dans une armoire spécifique pour les produits inflammables munie d'une rétention. L'inspection n'a pas observé dans l'armoire de stockage de produit qui, au vu de l'étiquetage, pouvait présenter une incompatibilité.  L'inspection a constaté, dans une armoire de stockage général située à l'extérieur sur une même rétention, entre autres, les produits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• de l'extrait de javel 47/50, qui est entre autres incompatible avec les <b>acides forts</b> ;</li><li>• du Perfomax PM3606 identifié avec le code UN 3267, correspondant selon le règlement de transport de matière dangereuse (ADR) par route à un <b>liquide organique</b> corrosif, <b>basique</b> ;</li><li>• du « Biosperse 227 microbiocide » identifié avec le code UN 3265, qui correspond, selon la réglementation transport matière dangereuse par route (ADR) à un <b>liquide organique</b> corrosif, <b>acide</b> ;</li><li>• de l'« acide nitrique 65 % », dont le stockage est <b>incompatible avec les matières</b></li></ul>

- organiques et doit être **stocké à l'écart des matières combustibles** ;  
du « NALCO 71D5 PLUS », qui est classé comme **combustible liquide**.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'inspection a constaté que l'exploitant stocke des produits incompatibles, dans une même armoire et au-dessus d'une rétention unique. L'exploitant doit reprendre son plan de stockage en se basant sur les informations contenues sur les FDS, notamment les chapitres 7 et 10, afin de s'assurer que des produits incompatibles ne soient pas stockés ensemble et qu'ils ne soient pas associés à une même rétention.

L'inspection a constaté que la cuve de soude est simple paroi. L'exploitant a confirmé qu'en cas de déversement accidentel un caniveau dirige les liquides vers une rétention également dédiée à la rétention des chaînes de décapage.

La FDS de la « Lessive de soude à 30,5 % » mentionne, entre autres, qu'il ne faut pas mélanger le produit avec des acides et que le produit est incompatible avec les agents oxydants et les acides forts.

L'inspection a constaté que la rétention servait également de rétention, entre autres, pour :

- le dépotage de la lessive de soude à 30,5 % ;
- le dépotage de l'acide nitrique 69 % ;
- le dépotage de l'acide sulfurique 96 % ;
- les bains de traitement fluo nitrique (acide nitrique (69 %) à 15 % + acide fluorhydrique (70%) à 3%) ;
- les bains de traitement fluo-sulfurique (acide sulfurique (96%) à 6 % + acide fluorhydrique (70%) à 6%) ;
- le contenu des laveurs de gaz utilisant une solution neutralisante à base de lessive de soude caustique.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'inspection a constaté que la rétention des chaînes de décapage est en capacité de recueillir des fuites éventuelles provenant d'équipement contenant des produits incompatibles (acide et base).

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'inspection a constaté que la rétention des chaînes de décapage n'était pas vide de tout liquide.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit reprendre son plan de stockage en se basant sur les informations contenues sur les FDS, notamment les chapitres 7 et 10, afin de s'assurer que des produits incompatibles ne soient pas stockés ensemble et qu'ils ne soient pas associés à une même rétention.

La rétention des chaînes de décapage ne doit pas recueillir des fuites éventuelles provenant d'équipement contenant des produits incompatibles (acide et base).

La rétention des chaînes de décapage doit être vidée de tout liquide.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois